

BOLIVIE - Retour de la gauche au pouvoir : quelles perspectives pour l'écologie ?

Dimitri de Boissieu

samedi 19 décembre 2020, par colaborador@s.extern@s

Le 8 novembre dernier, le Mouvement vers le socialisme (MAS-IPSP) est revenu au pouvoir en Bolivie, après une année de convulsions politiques et de gestion du pouvoir par la droite conservatrice bolivienne. C'est une très bonne nouvelle pour l'avenir du pays, d'autant plus que les résultats des élections générales du 18 octobre 2020 sont sans ambiguïtés. Ils donnent une forte légitimité au nouveau président Luis Arce Catacora et à son vice-président David Choquehuanca, élus dès le premier tour avec 55,11% des voix.



Luis Arce Catacora et David Choquehuanca en campagne (photo: APG)

Une violente crise qui aurait pu être évitée

Ce succès de la gauche aux élections présidentielles démontre que les boliviens restent attachés au « processus de changement », cette ambitieuse transformation politique du pays que portèrent Evo Morales et son équipe de 2006 à 2019 [1]. Rétrospectivement, ce résultat confirme aussi que les [37 morts, les centaines de blessés, la violation des droits humains](#) et l'extrême polarisation dont ont souffert les boliviens lors de la crise post-électorale de 2019 auraient largement pu être évités.

Accaparés qu'ils étaient à prouver qu'Evo Morales fût bel et bien victime d'un coup d'État le 10 novembre 2019, de nombreux médias de gauche se refusèrent à nommer l'essentiel : la grande irresponsabilité d'un chef d'État entêté par le pouvoir. Si Evo Morales avait respecté les résultats du référendum du 21 février 2016 (qui ne l'autorisaient pas à se présenter pour un quatrième mandat), il aurait disposé de plus de trois années pour soutenir l'émergence d'un.e autre candidat.e à la présidentielle de 2019. Le processus de changement aurait alors pu trouver le second souffle dont il avait grandement besoin, la droite ne serait pas revenue au pouvoir et la tragique crise politique post-électorale aurait été évitée, ainsi que toutes les victimes qui en ont fait les frais. Le choix d'Evo Morales fut tout autre.

Essayons maintenant de tourner la page. Il faut évidemment aujourd'hui regarder de l'avant.

La Bolivie fait actuellement face à plusieurs crises simultanées : sanitaire, sociale, économique et environnementale. Les défis que vont avoir à relever les nouveaux tenants du pouvoir sont immenses. Les premiers seront évidemment de faire face à la pandémie et d'œuvrer à la réconciliation du pays, pour retrouver rapidement unité, apaisement et stabilité. Ensuite, il s'agira de poursuivre le « processus de changement » et de l'adapter au contexte actuel. Dans son [discours d'investiture](#), Luis Arce s'est engagé « à rectifier les erreurs commises et approfondir les réussites ». Les succès économiques, sociaux et

culturels de la « période Evo Morales » sont indéniables. Sa politique environnementale a par contre été vivement critiquée [2]. Que peut-on donc attendre du MAS et du nouveau gouvernement sur les questions d'écologie ?

Le *vivir bien* désormais au sommet de l'État ?

L'accession de David Choquehuanca au poste de vice-président du pays peut donner espoir. Fidèle ministre des affaires étrangères d'Evo Morales, c'est lui qui porta sur la scène internationale le paradigme du « bien vivre, en harmonie avec la Terre Mère ». Il est proche des organisations sociales et prône l'équilibre, la diversité, la concertation et le respect des cultures autochtones. C'est pourquoi on l'envoya « au front » en 2011, pour tenter de dialoguer avec les organisateurs de la marche pour la défense du TIPNIS, ce territoire indigène et parc national menacé par un projet de route porté par le gouvernement. Paradoxalement, David Choquehuanca soutenait aussi en 2015 les projets d'extraction d'hydrocarbures au cœur des aires protégées. S'exprimait-il alors par réelles convictions ou à contre cœur, par loyauté gouvernementale ? Sera-t-il comme Evo Morales spécialiste du double discours sur les questions d'écologie ? Très engagé sur la scène internationale et fort peu ambitieux dans son pays ? Il est pour l'instant difficile d'en juger. Ce qui est certain, c'est qu'il pourra difficilement faire bien pire que le vice-président de l'époque, l'influent Alvaro García Linera, qui n'a cessé pendant son mandat de défendre des positions anti-environnementales souvent caricaturales.

Ce que l'on ne sait pas non plus, c'est la place que pourra prendre David Choquehuanca aux côtés du nouveau président. Les tensions au sein de l'exécutif entre extractivisme et écologie risquent à nouveau d'être intenses. Luis Arce est l'ancien ministre de l'économie et des finances d'Evo Morales. Il a fortement contribué au « miracle économique bolivien ». Le nouveau président défend un « modèle économique, social, communautaire, productif » basé sur une économie plurielle. Celui-ci s'appuie sur les secteurs stratégiques de l'économie (hydrocarbures, mines, électricité, agro-industrie) pour générer des excédents qui sont ensuite réinjectés dans des secteurs générateurs d'emplois et de revenus (industrie manufacturière, artisanat, tourisme, habitat, transports).



Le modèle économique social communautaire productif, affiché en 2015 sur un bâtiment de La Paz (photo: D. de Boissieu)

Les ressources naturelles seront donc bien toujours à la source de la croissance recherchée. Même si l'idée de transition commence à être exprimée, l'exploration, l'exploitation et l'industrialisation des hydrocarbures reste bien au centre du [programme du MAS](#), tout autant que l'ambition de positionner la Bolivie comme « cœur énergétique de l'Amérique du sud ». Luis Arce mise aussi bien sûr sur l'industrie du lithium, dont la Bolivie détient le gisement le plus important de la planète.

Le président insiste sur la reforestation mais n'affiche aucune stratégie ambitieuse de baisse des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre la déforestation. Les méga-incendies qui ont ravagé les régions de la Chiquitanie et de l'Amazonie ces deux dernières années risquent donc de se renouveler. Bien que le programme du MAS annonce un plus fort soutien aux aires protégées boliviennes, il reste

désespérément flou sur nombre de projets étatiques d'infrastructures qui les affectent. Quelle sera la position du pouvoir sur la construction des méga-barrages du Bala-Chepete et de la route du TIPNIS ? Ces projets très controversés sont tous deux situés dans des parcs nationaux d'importance mondiale pour la biodiversité et habités par des peuples autochtones forestiers.



L'étroiture du rio Beni, sur laquelle la construction du barrage du Bala est projetée (photo: D. de Boissieu)

Dans une démarche d'économie circulaire, le MAS annonce vouloir se libérer des importations de pétrole grâce au développement de biocarburants de deuxième génération, issus du recyclage d'huiles végétales et graisses animales. Pour atteindre la souveraineté alimentaire, le président propose aussi de relocaliser certaines productions agricoles d'importation et de soutenir l'agriculture biologique et paysanne. Paradoxalement, il ouvre également la porte aux grandes cultures à destination des agro-carburants. Luis Arce souhaite revenir sur le décret d'autorisation de plusieurs OGM qu'avait promulgué la droite durant la période transitoire mais garantit aussi aux agro-industriels des régions orientales la possibilité de cultiver soja et coton transgéniques.

Les positions politiques affichées sur les questions environnementales dans le cadre national sont donc pour la plus part contradictoires ou ambiguës. Elles ménagent la chèvre et le chou. Parallèlement, le MAS continue à afficher un réel volontarisme « écologiste » dans le contexte international. Il soutient l'adoption de la déclaration universelle des droits de la Terre Mère par les Nations unies et promeut la défense des biens communs. Le parti au pouvoir insiste sur la dette climatique des pays développés, s'oppose aux marchés carbone et souhaite que soit créé un tribunal international de justice climatique.

Il est évident que d'immenses sujets seront à traiter durant ce début de mandature et il est probable que les questions environnementales ne seront pas prioritaires. Elles arriveront néanmoins inévitablement assez rapidement sur la table. Les organisations sociales, pour peu qu'elles retrouvent une certaine autonomie vis à vis du pouvoir en place, ne manqueront pas de se mobiliser si les droits des peuples sont bafoués. Le nouveau gouvernement devra alors se positionner.

La recherche d'un bon équilibre entre enjeux de développement et d'environnement est bien sûr toujours délicate. Le pouvoir devra sans cesse trouver des compromis avec tous les acteurs sectoriels du pays, y compris les plus conservateurs. Espérons que les écosystèmes et leurs habitants ne soient pas à nouveau sacrifiés sur l'autel du modèle extractiviste, exportateur de matières premières. Si la gestion du pouvoir est davantage partagée qu'auparavant, que ses responsables sont plus à l'écoute de la société civile, qu'ils tolèrent la critique et recherchent une certaine cohérence entre belles paroles et actions, alors seulement, ils offriront aux écologistes quelques raisons d'être optimistes.

Notes

[1] Lacroix, L. & C. Le Gouill, *Le « processus de changement » en Bolivie : La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)*, Paris, éditions de l'IHEAL, 2019.

[2] Boissieu, D. de, [*Bolivie : l'illusion écologiste. Voyage entre nature et politique dans le pays d'Evo Morales*](#), Montréal, Écosociété, 2019.